



Micha Shagrir, qui a perdu sa femme dans l'attentat, raconte comment, après des années de silence, il a été informé des progrès de l'enquête :

## «J'espère qu'après si longtemps on peut encore faire justice»

**M**icha Shagrir, 76 ans, l'un des grands journalistes et cinéastes d'Israël, a perdu sa femme, Aliza, 32 ans à l'époque, brillante journaliste, qui marchait sur le trottoir de la rue Copernic, le 3 octobre 1980, partie acheter des pistaches à la boutique libanaise en face de la synagogue. Quand la moto piégée a explosé. Pendant longtemps il n'a pas parlé, ni cherché à savoir.

**Ce terrible vendredi d'octobre 1980, vous étiez arrivé d'Israël pour rejoindre votre femme et votre fils à Paris...**

On était invités à dîner chez Tamar Golan, la fameuse journaliste. Mon fils Hagai, qui avait 15 ans et demi à l'époque, était sorti avec sa mère de l'hôtel rue Lauriston. Je n'étais pas encore arrivé. Au coin de la rue Copernic, Aliza décide de tourner à gauche pour aller acheter de la pistache. «Attends-moi», dit-elle à

Hagai. Je n'ai jamais demandé à Hagai où il était exactement à ce moment. La bombe posée sur la moto a explosé et tout le monde s'est mis à courir, m'a-t-il dit. Il cherche sa mère, il ne la trouve pas, rentre à l'hôtel Mont-Blanc, où je les attends. Ensuite nous allons dîner, pensant qu'Aliza sera là-bas. Elle n'est pas là. Plus tard, on fait le tour des hôpitaux, pensant qu'elle est blessée, personne ne nous donne aucune information. Il faudra quatorze heures pour apprendre qu'elle est parmi les victimes de la moto piégée, quand les policiers débarquent chez Tamar samedi matin en demandant à me parler. Ils m'interrogent comme si j'étais éventuellement le mec qui a posé la bombe. Ensuite ils interviewent Hagai. Enfin ils nous demandent de venir identifier Aliza à la morgue, je ne sais plus où c'était. La bombe ne l'avait pas seulement tuée, elle l'avait détruite. Hagai a préféré ne pas la voir, il voulait garder le souvenir de sa mère telle qu'il l'avait vue quelques minutes avant l'explosion. Et on est repartis à Jérusalem. Elle a été enterrée le lundi. **Parlez-nous du jour où vous avez rencontré les assassins de votre femme ?** C'est à Beyrouth en 1982, en pleine guerre du Liban. Je suis réserviste et couvre la guerre pour la radio de l'armée, comme je l'ai fait sur le front lors de la guerre des Six Jours et celle de

Kippour. Un type, que je ne connais pas, probablement du Mossad, s'approche de moi : «Voulez-vous voir le chef du commando terroriste qui a tué votre femme ?» On se trouve face à une centaine de Palestiniens assis par terre, gardés par des soldats, une sorte de prison à ciel ouvert dans le sud de Beyrouth. C'est la guerre, je suis surtout inquiet pour mes deux fils qui sont dans l'armée. Il me montre l'homme du doigt. Je ne sais pas quoi faire. Dois-je courir chercher un officiel pour arrêter cet homme ? Ou le frapper ? D'ailleurs, je n'ai pas d'arme, je me suis blessé au cours de l'entraînement



AP

dans mon unité de parachutistes. Depuis je ne peux pas me servir de ma main droite, donc je suis correspondant de guerre pour la radio sur le front. J'ai regardé l'homme. J'ai tourné les talons et je suis parti. Plus tard, j'ai appris

que c'était Selim Abou Salem, le chef du Front populaire de libération de la Palestine, le FPLP-OS, l'organisation qui a posé la bombe à Copernic et, l'année suivante, dans le quartier juif d'Anvers. Libéré avec les autres Palestiniens il a quitté le Liban avec Arafat. Il est toujours vivant quelque part.

**Et après, vous n'avez plus voulu en savoir davantage ?**

Pendant des années, on n'a pas su grand-chose. Tout de suite après l'attentat, des gens du Mossad sont venus me voir et ils ont interrogé Hagai, ils lui ont demandé s'il avait vu quelqu'un de suspect autour de l'hôtel ou dans la rue. Ils faisaient une enquête. Un peu plus tard, ces gens m'ont dit de façon «non officielle» qu'ils étaient presque certains que la bombe avait été posée par un groupe palestinien agissant depuis le Yémen. Pendant quatorze ans, on n'a plus eu aucune information des Français comme des Israéliens. Il y avait la guerre du Liban puis d'autres attentats. Et, en 1999, le «deuxième bureau français» [la DST, ndlr] m'appelle et me demande de venir à Paris. Je rencontre dans un bureau d'un des patrons des services secrets, il me dit qu'ils ont maintenant l'identité de deux hommes et d'une femme qui ont participé à l'attentat de Copernic : «On sait qui a posé la bombe et on fera tout ce qu'on peut pour les retrouver, me dit le

responsable. *On ne laisse pas impuni un crime commis sur le sol français.*»

**Les services de renseignement et la police française avaient continué à chercher les poseurs de bombe...**

Oui, j'ai été très impressionné par la détermination des services secrets français qui n'ont jamais abandonné. Et je dois dire que les médias français aussi se sont très bien comportés. Quelques jours après l'attentat, j'ai reçu une enveloppe avec le logo de *Paris Match*. Accompagnée d'une lettre d'un photographe qui me disait de réfléchir avant d'ouvrir l'enveloppe, que c'était des photos de l'attentat qu'il avait décidé de ne pas montrer. Pour un photographe, c'est rare. L'enquête avait avancé aussi grâce à la chute du Mur. Les Français m'ont confié à ce rendez-vous que les services allemands avaient été utiles depuis qu'ils avaient récupéré les dossiers de la Stasi.

**On voulait vous informer ou on vous demandait des informations ?**

Les deux. En fait, à cette époque, la communication ne passait pas avec les services israéliens qui ne leur répondaient pas. En rentrant à Jérusalem, j'ai appelé le Mossad et un agent a été spécialement chargé des relations avec les services français sur ce dossier. Et puis après, rien ne se passe pendant sept ans encore... Ce n'était pas très important pour moi. Mais j'ai compris que c'était important pour mes enfants quand j'ai eu un coup de téléphone d'Ottawa en 2007. «Je suis un journaliste français, m'a dit l'homme au bout du fil, et je dois vous dire que j'étais assis aujourd'hui en face de l'assassin de votre femme.» C'était Jean Chichizola, journaliste au *Figaro*. Le juge Marc Trévidic avait retrouvé le nom du poseur de la bombe, Hassan Diab, et l'avait localisé à Ottawa, au Canada. Il a mis en route la procédure d'extradition. J'ai rencontré plusieurs fois le juge Trévidic et la troisième fois avec les enfants. Cette rencontre a été très émouvante. Il leur a promis qu'il ferait tout pour que cet homme soit jugé, il leur a confié qu'il était aussi très jeune quand il a perdu sa mère. A partir de ce jour-là, c'était une bataille juridique entre la France et le Canada. J'espère qu'après si longtemps on peut encore faire justice. Ne serait-ce que pour faire comprendre aux terroristes que leur jour viendra.

Recueilli par A. L.-W.



## Mardi Politique

LUC CHATEL

Député UMP de la Haute-Marne  
Vice-président délégué de l'UMP  
Ancien Ministre de l'Education

à 19h10 sur RFI et à suivre en vidéo sur rfi.fr, liberation.fr et afp.com